

Les mots qui fâchent

Contre le maccarthysme intellectuel

ANTISÉMITISME / APPROPRIATION CULTURELLE
/ CANCEL CULTURE / COMMUNAUTARISME /
DÉCOLONIALISME / DÉCONSTRUCTION / GRAND
REPLACEMENT / IDENTITÉ(S) / IMMIGRATION /
INDIGÉNISME / INTÉGRATION / INTERSECTION-
NALITÉ / ISLAM / ISLAMISME / ISLAMOPHOBIE ET
ISLAMOGAUCHISME / JUSTICE RACIALE / LAÏCITÉ
/ NÉOFÉMINISME / POSTCOLONIAL STUDIES /
PRIVILÈGE BLANC / RACE / RACIALISATION /
RACISME ANTI-BLANCS / RACISME SYSTÉMIQUE
/ RÉPUBLIQUE / SÉPARATISME / TOLÉRANCE /
UNIVERSALISME / WOKISME / ISLAMOPHOBIE
ET ANTISÉMITISME VUS DE GRANDE-BRETAGNE

LES MOTS QUI FÂCHENT

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

L'éditeur remercie particulièrement
Pascal Blanchard et Alain Policar.

© Éditions de l'Aube, 2022
www.editionsdelaub.com

ISBN 978-2-8159-4866-1

Ouvrage dirigé par
Alain Policar
Nonna Mayer
Philippe Corcuff

Les mots qui fâchent

Contre le maccarthysme intellectuel

Nicolas Bancel, Rachid Benzine,
Magali Bessone, Pascal Blanchard,
Gilles Boëtsch, Ahmed Boubeker,
Philippe Corcuff, Claire Cosquer,
Juliette Galonnier, Sophie Guérard de Latour,
François Héran, Philippe Huneman,
Monique Jeudy-Ballini, Memphis Krickeberg,
Nicolas Lebourg, Éléonore Lépinard,
Françoise Lorcerie, Philippe Marlière,
Nonna Mayer, Sarah Mazouz, Laure Murat,
Alain Policar, Myriam Revault d'Allonnes,
Jacob Rogozinski, Haoues Seniguer,
Patrick Simon, Martine Storti, Julien Talpin,
Michel Wieviorka, Valentine Zuber

éditions de l'aube

Avant-propos

Il est temps de mettre un coup d'arrêt à la dégradation des échanges intellectuels et aux controverses toxiques pour la démocratie qui touchent désormais l'université et le monde de la recherche en France.

Aujourd'hui, pour certains, il s'agit moins de débattre que d'abolir le débat lui-même, et de disqualifier à coup d'invectives et de délation: *ad hominem*, *ad nauseam*. On ne compte plus les tribunes se réclamant d'observatoires, comités, groupes et collectifs en tous genres qui dressent des listes de personnes jugées indésirables voire indignes d'enseigner ou de conduire des recherches. Plutôt que d'échanger avec leurs pairs avec un minimum d'exigence scientifique, ils réclament une politique d'épuration du monde académique français. Toujours plus de haine, toujours plus d'insultes: pour ou contre tout et n'importe quoi, pourvu que l'émotion l'emporte sur la raison, la panique morale sur l'argumentation.

Désireux d'écrire, de penser et de chercher librement, nous sommes toutes et tous déterminés à combattre ce nouveau maccarthysme qui se pare de la respectabilité universitaire pour mieux instaurer une police de la pensée.

Tel est l'objectif de cet ouvrage dans lequel une trentaine d'autrices et d'auteurs analysent de manière libre et indépendante, rationnellement, sans haine ni injure, les mots qui fâchent.

Antisémitisme

Memphis Krickeberg

En France, les années 2000 et 2010 furent marquées par une nette recrudescence des actes antisémites (dont onze meurtres). Alors que les Juifs représentent moins de 1 % de la population française, l'antisémitisme concernait plus d'un tiers des actes racistes et xénophobes recensés par le ministère de l'Intérieur en 2019. Sa réalité ne peut cependant être simplement mesurée au nombre des actes ciblant directement les Juifs : l'antisémitisme n'est pas qu'une affaire de préjugés et de stéréotypes négatifs associés à ce peuple. Il forme une *idéologie* et une *Weltanschauung* s'appuyant sur une structure de pensée essentiellement complotiste. Il propose un décryptage du fonctionnement de la société en dénonçant l'action maléfique des Juifs œuvrant dans l'ombre. Il se reproduit de manière latente dans nos sociétés en tant que réaction psychosociale spontanée des sujets cherchant à donner un sens à leur existence.

Dans les controverses portant sur la nature et les causes de l'antisémitisme, le rôle de la gauche est régulièrement pointé. Les universitaires et/ou acteurs politiques, ciblés notamment par les procès en « islamo-gauchisme », manieraient une « culture de l'excuse » qui minimiserait l'antisémitisme populaire au nom de considérations sociologiques et politiques, alors même que l'antisémitisme reste bien plus répandu à droite et, bien entendu, à l'extrême droite qu'à gauche. Si la lutte contre l'antisémitisme est souvent, dans ce cadre, adossée à un agenda « républicain » hostile aux luttes sociales, ces accusations s'appuient cependant sur le constat avéré d'un malaise dans une partie de la gauche vis-à-vis de l'antisémitisme. La question englobe deux dimensions : le rapport à l'antisémitisme comme fait social et la question de la porosité des gauches critiques à l'antisémitisme.

L'occultation de la réalité sociale de l'antisémitisme peut être caractérisée par sept positions idéal-typiques : 1) le déni : l'antisémitisme serait un phénomène résiduel en recul ; 2) la thèse du remplacement de l'antisémitisme par l'islamophobie ; 3) la thèse réactive : l'antisémitisme serait essentiellement une réaction, certes déplorable, mais *in fine* compréhensible, à la politique

israélienne à l'égard des Palestiniens, à l'alignement pro-israélien de l'État français, à l'attention particulière que les instances répressives, judiciaires ou éducatives voueraient à l'antisémitisme au détriment d'autres racismes, ou encore à la supposée surexposition de la mémoire de la Shoah qui ferait obstacle à celle d'autres épisodes de massacres de masse; 4) la thèse de l'instrumentalisation: les procès en antisémitisme constitueraient essentiellement une arme brandie par les tenants de l'ordre existant et leurs relais pour discréditer la gauche et son engagement antisioniste et antiraciste; 5) la complaisance: la gauche entrevoit fréquemment dans l'antisémitisme un noyau positif qu'il faudrait excaver, un début de révolte que l'on pourrait réorienter dans le bon sens en remplaçant « Juif » par « pouvoir blanc », « impérialisme » ou encore « bourgeoisie »; 6) la dilution antiraciste de l'antisémitisme: l'invocation de la nécessité de lutter contre tous les racismes en même temps comme prétexte pour ne pas penser la singularité de l'antisémitisme souvent suspectée de renvoyer à une « hiérarchisation » des racismes; 7) la négation du caractère « structurel » de l'antisémitisme: dans la mesure où les Juifs ne subiraient pas de discriminations répétées du même type que

d'autres populations minoritaires, l'antisémitisme ne serait pas « structurel » et donc digne de politisation.

Pour certains auteurs, ces positions ne relèvent pas seulement d'une incompréhension ou d'un désintérêt pour ce phénomène, mais d'un véritable antisémitisme de gauche. Celui-ci se distinguerait de l'antisémitisme d'extrême droite, même si les structures argumentatives de l'antisémitisme demeurent globalement invariantes, dans la mesure où il s'exprime dans la grammaire de la justice sociale. Il se déploierait à quatre niveaux : 1) la tendance à la personnification des rapports sociaux qui se rapproche des théories complotistes ; 2) la critique de la finance déconnectée d'une critique générale du capitalisme reprenant ainsi tout un langage codé associant les Juifs à la puissance financière ; 3) l'idée que les Juifs jouiraient des privilèges de la « blanchité » et qu'ils se situeraient donc du côté du « pouvoir blanc » ; 4) la reproduction sous la forme de l'antisionisme qui fait d'Israël le « Juif des nations » (selon la célèbre expression de l'historien Léon Poliakov).

L'antisionisme constitue l'enjeu principal des controverses autour des gauches critiques et de l'antisémitisme, et la question de l'appréciation de la critique de l'État

d'Israël et de sa politique y est centrale. Le problème n'est pas le droit à la critique d'Israël, mais la forme que prend cette critique : elle est antisémite, non quand elle va jusqu'à caractériser Israël comme un État colonial (critique pouvant être émise à l'égard de bien d'autres États), mais lorsqu'elle devient une entreprise de *dé légitimation* de son droit à l'existence. Celle-ci passe par cinq modalités principales : 1) l'application d'un double standard à l'égard d'Israël qui se voit soumis à des critères normatifs bien plus sévères que ceux utilisés pour d'autres États menant des politiques similaires, voire pires ; 2) le refus de la prise en compte du rôle d'État-refuge pour les Juifs face à l'antisémitisme ; 3) l'attribution à Israël d'une influence géopolitique démesurée par rapport à son influence réelle ; 4) les comparaisons historiques disproportionnées et diabolisantes, et notamment les comparaisons avec le régime nazi ou l'apartheid sud-africain ; 5) le recours à des mythes démonisants, à commencer par le mythe fondateur de l'antisionisme, celui de la Nakba qui présente parfois le départ des populations palestiniennes lié aux aléas de la guerre judéo-arabe et à la propagande arabe en 1948 comme l'aboutissement d'un plan d'épuration ethnique élaboré par les « sionistes ».

MEMPHIS KRICKEBERG

Les positions décrites ici furent importantes dans les gauches critiques, de l'assassinat d'Ilan Halimi en février 2006, jusqu'au milieu des années 2010, en dépit de certaines voix discordantes. Depuis, on constate une évolution, avec une prise de conscience de la sous-estimation de l'antisémitisme, voire de la porosité à celui-ci. De nouvelles associations antiracistes comme le Réseau d'action contre l'antisémitisme et tous les racismes (RAAR) ou des collectifs juifs de gauche (comme Juif.ve.s VNR) ont ainsi émergé et essayent d'élaborer un agenda de lutte contre l'antisémitisme solidaire des autres luttes émancipatrices.

Memphis Krickeberg est sociologue, assistant de recherche, au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales – UVSQ.

Appropriation culturelle

Monique Jeudy-Ballini

Née dans le sillage des études postcoloniales et des revendications des peuples autochtones, la notion d'*appropriation culturelle*, forgée par la littérature académique anglo-saxonne du début des années 1990, revêt un sens accusatoire. Enracinée dans le passé douloureux de groupes minoritaires ou opprimés, qui pour beaucoup le demeurent, elle condamne comme illégitime et néocolonialiste l'usage de leurs biens matériels ou immatériels par les membres d'une société dominante. Au-delà de la question de la colonisation ou du racisme, elle dénonce les rapports d'inégalité économique, genrée, sociale et politique. Internet et les réseaux sociaux ont doté cette accusation d'un surcroît de visibilité et d'intensité revendicative qui lui confère aujourd'hui une dimension virale.

Dans ses termes, l'expression *appropriation culturelle* assimile une culture à une

propriété dont les membres détiendraient des droits exclusifs sur des éléments refusés en libre accès aux étrangers. À l'instar de brevets déposés, la langue, les idées, l'imaginaire, les savoirs et les pratiques auraient donc vocation à rester au sein du groupe où ils sont supposés s'originer, en n'en franchissant les frontières qu'avec son consentement préalable. Le constat qu'une collectivité, fût-elle de taille réduite, s'exprime rarement d'une seule voix, laisse évidemment ouverte la question de savoir qui serait habilité au nom de tous à donner son aval. Dans les communautés maories actuelles, pour s'en tenir à cet exemple, la façon dont les féministes, libres-penseurs ou convertis au pentecôtisme contestent la vision traditionaliste de leur culture montre la difficulté de la tâche.

L'idée qu'il existerait des cultures distinctes les unes des autres comme autant de totalités étanches, homogènes, consensuelles, aux limites territoriales fixes, reconduisant sur la durée des systèmes invariables d'actions et de représentations relève d'une fiction primitiviste. De fait, il n'est pas de société au monde qui, sur un mode pacifique ou violent, ne se soit construite par l'importation ou sous l'influence d'éléments exogènes, l'hybridité culturelle ne constituant en rien une particularité de la modernité ou

de la mondialisation. Au mythe de la pureté culturelle des commencements, il convient d'opposer cet invariant anthropologique : l'absence d'état antérieur au « syncrétisme originel » faisant qu'une culture est toujours « impure » (Jonathan Friedman).

Tandis que s'intensifient les déplacements de population et les circulations numériques, se développe un mouvement inverse de replis et de crispations identitaires qui promeut le concept de culture en enjeu majeur de mobilisation et de conflit. À rebours du métissage célébré il y a plusieurs décennies, la tendance actuelle est à la « re-ségrégation » (Sasha Frere-Jones). Désormais, « le multiculturalisme, devenu méthodologie critique, s'apparente à un système de distribution du sens qui assigne les individus à leurs revendications sociales, réduit leur être à leur identité et rapatrie tout sens vers une origine considérée comme un révélateur politique » (Nicolas Bourriaud, *Radicant : Pour une esthétique de la globalisation*, Denoël, 2009).

Cette mythification de l'origine tend ainsi à rapporter l'émergence d'un phénomène à un facteur unique strictement daté et localisé plutôt qu'au résultat d'influences, d'emprunts, de créations préexistantes, de réinterprétations et de mélanges continus.

Si l'on devait accorder des droits d'auteur à des cultures, demande Fernando Santos-Granero, à quel peuple amazonien reviendraient les droits sur l'ayahuasca? Quant aux perles et à l'écriture adoptées de plein gré par les Amérindiens pour leur beauté ou leur pouvoir symbolique, faudrait-il les exclure des biens protégés au nom de la pureté culturelle ou, à l'inverse, les inclure dans les droits accordés aux peuples autochtones (« Can be culture copyrighted? », *Current Anthropology*, vol. 39, n° 2, avril 1998)? Comme l'observe Philippe Descola, on doute que la dette collective des Euro-Américains vis-à-vis des populations qu'ils soumirent à un génocide puisse être effacée par l'instauration d'un régime spécial de propriété intellectuelle contribuant à institutionnaliser un apartheid culturel qui ne serait jamais que la « forme postmoderne de l'apartheid racial ».

« Affirmer qu'au nom d'une souffrance passée, vécue ou perpétrée par un groupe, un individu qui s'y rattache aurait des droits ou des devoirs spécifiques est hautement problématique », écrit Delphine Horvilleur (*Réflexions sur la question antisémite*, Grasset, 2019). En attaquant et censurant ceux dont les comportements ou réalisations renvoient à ce qui leur est étranger, la notion

d'appropriation culturelle met en cause la possibilité de toute traduction, la liberté d'expression et le sens polyphonique de la création. Elle signe la fin des sciences sociales en proscrivant la diversité des points de vue sur une réalité. En matière d'art, elle revient à poser que la seule forme légitime de réception d'une œuvre est celle qui reste au plus près des intentions initiales de son auteur et qu'une même façon de penser ou d'agir peut être jugée différemment en fonction de son émetteur (Brigitte Derlon et Monique Jeudy-Ballini, *L'art en transfert*, L'Herne, 2015). « On a presque conclu que seul un Noir pouvait comprendre le racisme », se désolait l'historien Pascal Blanchard à propos de la déprogrammation à Londres puis de l'appel au boycott en France d'« Exhibit B », exposition itinérante organisée par Brett Bailey, un Sud-Africain blanc, pour dénoncer l'abjection des zoos humains dans l'Europe du début du xx^e siècle.

Y a-t-il alors un sens à (s')interdire de témoigner de l'intérêt pour ce qui est différent et pluriel en réduisant chacun à un stéréotype de genre, de couleur de peau, d'orientation sexuelle, de statut social, de croyance ou d'héritage revendiqué – comme s'il était attentatoire pour un homme de se dire féministe, pour un incroyant d'analyser

MONIQUE JEUDY-BALLINI

un discours religieux ou pour un romancier d'évoquer la situation d'un réfugié s'il n'en est pas un? Le poids de l'histoire dans l'oppression et les atrocités endurées par un peuple rend compte de la nécessité d'en proposer des études critiques plutôt que de nourrir une idéologie essentialisante et différentialiste qui remplace des discriminations par d'autres et voit en tout individu le représentant d'une catégorie identifiable à des signes extérieurs d'appartenance. Contre le danger de clivages qui fractionnent toujours plus l'humanité, ghettoïsent des minorités et fabriquent des entre-soi, l'enjeu devrait être surtout de lutter pour empêcher que s'érigent un peu partout des murs opposant des camps à d'autres.

Monique Jeudy-Ballini est anthropologue, directrice de recherche au CNRS. Elle est notamment l'auteure, avec Brigitte Derlon, de l'ouvrage *Arts premiers et appropriations artistiques contemporaines*, Rome, Gangemi Editore, 2017.